

EN ÉGYPTE l'offensive du prolétariat s'amplifie

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

Cinquante-septième année. — N° 325

JEUDI 21 AOUT 1952

LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE
ANARCHISTE »

COMME nous l'avions fait remarquer il y a quinze jours dans notre précédent numéro, le prolétariat égyptien ne s'en tiendra pas à rayer tout simplement de l'histoire la monarchie des bords du Nil.

La classe ouvrière, qui avait donné tout son appui au coup d'état militaire pour le compte de la bourgeoisie, asphyxiée par les structures féodales de la monarchie, ne remettra pas pour cela sa confiance au général Néguib.

Préssentant que les réformes suggérées : 1^{re} limiter la propriété foncière afin de réduire l'abîme qui sépare les riches des pauvres ; 2^{re} améliorer le sort du paysan ; 3^{re} promouvoir le développement industriel du pays, afin d'élèver le niveau de vie ; 4^{re} supprimer les impôts indirects qui frappent les pauvres, n'auraient que peu d'effet sur sa condition, mais allaient remettre tous les priviléges aux propriétaires des usines qui restaient les mêmes qu'auparavant. Les travailleurs d'Alexandrie, donnant l'exemple, ont signifié au gouvernement que le prolétariat était décidé à vouloir autre chose que des impôts sur les biens mobiliers et sur les revenus, seules décisions prises depuis la destitution du roi.

La grève et l'émeute qui s'ensuivit, sur le simple prétexte du renvoi de plusieurs ouvriers pour raison politique, des dix mille ouvriers de la plus grande filature de l'usine installée dans les faubourgs d'Alexandrie, en est le signe, ainsi que la marque de la volonté de la classe ouvrière de ne pas accepter comme le salut de la nation le « fait » Néguib.

Et nous serons loin de regretter la mise en feu de l'usine. Le terrorisme, dans certaine circonstance est le seul moyen de défense de la classe ouvrière.

La destruction de l'usine, dans le climat social actuel de l'Egypte, a une très grande signification.

Si en Europe, la condition de la classe ouvrière est telle qu'elle participe dans une partie, par son revenu social, au partage de la production et que sa situation dans les rapports sociaux peut lui permettre la prise en charge immédiate des moyens de production et qu'en conséquence, la destruction d'une usine se retournerait contre son intérêt, le prolétariat des pays « arriérés » n'a pas encore atteint ce stade. La signification de la destruction de l'usine d'Alexandrie est celle de la destruction d'un bagne où la production n'est pas au service de ceux qui y travaillent.

Malgré la violente réaction du gouvernement du général Néguib, faisant tirer la troupe sur les émeutiers, et sa proclamation d'une répression sans merci contre la classe ouvrière, la guerre de classe ira en s'accentuant. La bourgeoisie égyptienne va profi-

ter pour le moment de la solidarité de la bourgeoisie internationale. Solidarité qui sauvera le nouveau régime, mais la nouvelle classe au pouvoir va se voir dans l'obligation, sous les coups de boutoir de la guerre de classe, de faire dans l'immédiat aux revendications de la classe ouvrière : amélioration de sa condition de vie sur le plan économique, démocratie, la plus large sur le plan politique.

N'importe comment et quels que soient les prochains événements, la marche du prolétariat d'Egypte, avant-garde des prolétariats arabes, vers son émancipation ne s'arrêtera plus. Les usines, sous le contrôle des ouvriers ne prendront plus feu, mais ce sera au tour du palais du gouvernement.

La révolution mondiale aura requis tous les facteurs de sa victoire.

R. L.

ter

ES soldats et les ouvriers belges n'ont pas remporté de victoire. Maintien du service à 21 mois au lieu de 18 mois est une défaite. La volonté populaire n'est pas respectée et est constamment violée dans les pays qui s'intitulent faussement démocratiques.

Il suffit, en Belgique d'un édit royal, pour prolonger le service militaire.

Mais si la victoire n'a pas couronné la lutte des soldats et des ouvriers unis fraternellement, la faute en incombe, ainsi que nous l'annoncions dans « Le Libertaire » du 7 août der-

nier, aux directions syndicales et politiques qui se sont accaparées du mouvement. Une fois de plus, le prolétariat des casernes et des usines a trahi.

Il suffit pour s'en convaincre de lire le discours de l'adipeux Spaak qui s'élève contre « un antimilitarisme bruyant et enfantin ».

Les gouvernements de droite et la guerre ne trouvent pas de meilleurs alliés et aides que dans la fange dorée du socialisme parlementaire.

Sur la demande du gouvernement clérico-fasciste de Belgique, les « six » européens, qui comprennent la Belgique, la Hollande, l'Italie, le Luxembourg, l'Allemagne Occidentale et la France se sont réunis.

La question primordiale qui était

posée à l'ordre du jour, concernait l'augmentation du service militaire. Celui-ci devait être porté à deux ans.

Le général « Go Home » — alias Ridgway — avait, la veille, fait une déclaration à la presse, selon laquelle, il était favorable aux 24 mois. De bien mauvaises langues vous diront qu'il fait la « main » aux « SIX ».

Aucun accord n'a pu être réalisé à cette conférence et c'est bien mieux ainsi. Le fasciste Van Houtte en est déçu et le général Go Home en colère, selon la déclaration qu'il fit à Francfort en reprenant l'avion pour Paris, ville occupée.

Félicitons-nous donc de ce désaccord qui est bien involontaire de la part des têtes de pips qui siégeaient à Chaillot autour du tapis vert de la préparation du futur massacre.

Félicitons-nous de la lutte du prolétariat et des soldats belges. Celles-ci sont favorables à ce geste.

— Le peuple reste indifférent à ce geste — la paix exige un combat collectif contre les forces coalisées de la guerre.

Les mineurs du Borinage, les dockers d'Anvers, les manifestants de Bruxelles et d'ailleurs ont donné une grande leçon au prolétariat des autres pays.

Fraternité avec les soldats !

Voici le point central de la lutte contre les deux ans, pour la Paix.

Il faut que le soldat, engagé de force, ressente à tout moment la solidarité ouvrière effective.

Aide et assistance à l'amitié, au frère, au copain, au camarade du bureau, de chantier, de l'atelier qui est sous les drapeaux.

Il faut recréer au sein du syndicat cet esprit de solidarité — le Sou du Soldat.

A aucun moment, le soldat enfermé dans la caserne ne doit se sentir seul. Sa confiance envers les ouvriers sera renforcée en pensant que de l'autre côté du mur des camarades l'attendent, le soutiennent, le réconfortent et qu'il peut compter sur eux.

Contre les deux ans ! Contre la guerre !

Unissons nos actions !

Fraternisons avec les soldats et les gouvernements capitulaires !

Robert JOULIN.

LA BULGARIE SOUS LE KNOUT

Situation très aggravée

VOICI les nouvelles qui nous parviennent :

La préparation intensive de la guerre a exigé une réforme monétaire — la deuxième depuis 1947 — effectuée le 21 mai 1952. Cette réforme réfère une véritable spoliation des masses travailleuses des villes et des campagnes.

Toute l'épargne populaire a

été accaparée de cette façon. La nouvelle hausse des prix qui l'a suivie a permis au capitalisme d'Etat de voler encore une fois la classe ouvrière et les paysans.

Un tel mécontentement règne dans la population que le gouvernement se voit, pour l'instant, empêtrant à recourir aux répressions en masse.

Après les télescriptions de félicitations et de reconnaissance envoyées de toutes parts par ordre du parti communiste, ce sont, à présent, des milliers de protestations écrites et de nombreuses démissions qui afflent au Comité central du parti communiste et Conseil des ministres pour se plaindre de la grande misère provoquée par cette réforme monétaire.

Le pays se trouve devant une catastrophe économique et financière complète. A la place de la stabilisation de la monnaie attendue, c'est l'inflation qui se manifeste très rapidement.

Un exemple suffit à montrer les conséquences de cette réforme. Un directeur gagnant 40 levas par jour (nous soulignons qu'il s'agit d'un haut fonctionnaire d'Etat) marié, avec 3 enfants, a les dépenses suivantes : logement, eau, électricité, 4 levas, pain 7 l. 80, lait, yoghourt 4 levas, légumes, fruits, autres produits alimentaires 45 levas. Le reste du salaire doit servir pour se procurer la viande, le savon, les vêtements et pour satisfaire tous les autres besoins. Pour vivre décemment, il faut... voter.

Pour éviter l'attention, le gouvernement procède à la distribution des décos et des titres honorifiques. Les journaux sont pleins de listes de décos, mais, là aussi, l'hypocrisie ne manque pas. Ainsi, le vaste agronome Jeko Tcholakoff a reçu qu'une décoration posthume, après avoir été mortellement écrasé par le régime.

Le général Go Home — alias Ridgway — avait, la veille, fait une déclaration à la presse, selon laquelle, il était favorable aux 24 mois. De bien mauvaises langues vous diront qu'il fait la « main » aux « SIX ».

Aucun accord n'a pu être réalisé à cette conférence et c'est bien mieux ainsi. Le fasciste Van Houtte en est déçu et le général Go Home en colère, selon la déclaration qu'il fit à Francfort en reprenant l'avion pour Paris, ville occupée.

Félicitons-nous donc de ce désaccord qui est bien involontaire de la part des têtes de pips qui siégeaient à Chaillot autour du tapis vert de la préparation du futur massacre.

Félicitons-nous de la lutte du prolétariat et des soldats belges. Celles-ci sont favorables à ce geste.

— Le peuple reste indifférent à ce geste — la paix exige un combat collectif contre les forces coalisées de la guerre.

Les mineurs du Borinage, les dockers d'Anvers, les manifestants de Bruxelles et d'ailleurs ont donné une grande leçon au prolétariat des autres pays.

Fraternité avec les soldats !

Voici le point central de la lutte contre les deux ans, pour la Paix.

Il faut que le soldat, engagé de force, ressente à tout moment la solidarité ouvrière effective.

Aide et assistance à l'amitié, au frère, au copain, au camarade du bureau, de chantier, de l'atelier qui est sous les drapeaux.

Il faut recréer au sein du syndicat cet esprit de solidarité — le Sou du Soldat.

A aucun moment, le soldat enfermé dans la caserne ne doit se sentir seul. Sa confiance envers les ouvriers sera renforcée en pensant que de l'autre côté du mur des camarades l'attendent, le soutiennent, le réconfortent et qu'il peut compter sur eux.

Contre les deux ans ! Contre la guerre !

Unissons nos actions !

Fraternisons avec les soldats et les gouvernements capitulaires !

Robert JOULIN.

LA BAISSE ? MENSONGE !

Il y a six mois, Pinay bloquait les salaires, prévenant ainsi les légitimes demandes d'augmentations qui s'amorçaient du côté ouvrier.

A cette époque, comme à toute époque, les réajustements de salaires des revendications précédentes se trouvaient à nouveau dépassées par la hausse des prix. Un nouvel effort revendicatif devenait nécessaire si l'on voulait garder aux salaires le même pouvoir d'achat.

Pour des raisons de soi-disant « équilibre budgétaire », de lutte contre l'inflation, de « stabilisation », Pinay et sa clique ont « convaincu » les dirigeants syndicaux et contraint les travailleurs à ne pas engager la lutte pour le moment. Il prétendit que cette fois-ci ce ne serait pas les salariés qui courraient après les prix, mais les prix qui, faisant demi-tour, rejoindraient les salaires là où ils les avaient laissées.

Aujourd'hui, bilan fait, s'il ne connaît pas l'échec de la baisse, Pinay se fait gorge chaude d'une stabilisation des prix, ce qui est faux lorsque l'on sait distinguer les moyens détournés qu'empruntent les commerçants, d'alimentation en particulier, pour majorer les marchandises tout en respectant apparemment les barèmes officiels.

Aujourd'hui, les prix reprennent leur galop, avec, grâce aux gouvernements, six mois d'avance sur les salaires.

L'équipe Pinay ne peut guère se montrer plus cyniquement des travailleurs de ce pays. Mieux ! Estimant que la ruse est encore valable, il prétend l'utiliser à nouveau.

Il remplacerait simplement la « méthode de confiance » par celle du « durcissement ».

Nous, nous savons pertinemment bien que sera les frais de ce durcissement, tout comme nous le savions il y a six mois pour la contienne.

Pinay est un bluffer. La baisse telle qu'il nous la laisse entendre ne peut pas se faire dans les conjonctures présentes.

Pour se faire, il faudrait profondément modifier une partie des facteurs, cause de vie chère, et supprimer totalement les autres.

Il faudrait réduire dans une large mesure la fiscalité, et pour cela remettre dans le secteur de la production bon nombre de fonctionnaires inutiles et grassement payés. Il faudrait transformer profondément le système de la production et de la distribution. Supprimer les intermédiaires accapareurs et la moitié des commerçants en étant à l'autre moitié les possibilités de « spéculer ».

Ceci, serait pour nous les conditions « sine qua non » de la baisse

telle que nous la promet Pinay. Et comme nous savons que ce dernier ne reniera pas en prenant ces mesures, pour nous élémentaires, ses propos ne sont que des propos de bourgeois endormis auxquels nous opposerons un jour une baisse d'un autre genre.

L. BLANCHARD.

Il faut éviter l'attention, le gouvernement procède à la distribution des décos et des titres honorifiques. Les journaux sont pleins de listes de décos, mais, là aussi, l'hypocrisie ne manque pas. Ainsi, le vaste agronome Jeko Tcholakoff a reçu qu'une décoration posthume, après avoir été mortellement écrasé par le régime.

Dans le même camp, un autre camarade, le journaliste Cyril Karanoff est tombé gravement malade et reste au lit depuis des mois, en attendant la mort.

Enfin, le camarade Ivan Yonoff, camarade de Kustenil, interné depuis décembre 1948, a été tué à la fin de mai parce qu'il a refusé de signer une déclaration humiliante.

Sa famille — une femme malade et un petit enfant — n'a été avertie de sa mort qu'un mois plus tard. Et lorsque son frère a demandé des précisions à la mairie, en guise de réponse, on lui a dit : « Si tu veux savoir davantage, tu rejoindras ton frère. »

Dans ces conditions, le peuple bulgare et surtout les nombreux persécutés, ont plus que jamais besoin de l'aide morale et matérielle du prolétariat mondial.

L. BLANCHARD.

Il faut éviter l'attention, le gouvernement procède à la distribution des décos et des titres honorifiques. Les journaux sont pleins de listes de décos, mais, là aussi, l'hypocrisie ne manque pas. Ainsi, le vaste agronome Jeko Tcholakoff a reçu qu'une décoration posthume, après avoir été mortellement écrasé par le régime.

Dans le même camp, un autre camarade, le journaliste Cyril Karanoff est tombé gravement malade et reste au lit depuis des mois, en attendant la mort.

Enfin, le camarade Ivan Yonoff, camarade de Kustenil, interné depuis

décembre 1948, a été tué à la fin de mai parce qu'il a refusé de signer une déclaration humiliante.

Sa famille — une femme malade et un petit enfant — n'a été avertie de sa mort qu'un mois plus tard. Et lorsque son frère a demandé des précisions à la mairie, en guise de réponse, on lui a dit : « Si tu veux savoir davantage, tu rejoindras ton frère. »

Dans ces conditions, le peuple bulgare et surtout les nombreux persécutés, ont plus que jamais besoin de l'aide morale et matérielle du prolétariat mondial.

L. BLANCHARD.

Il faut éviter l'attention, le gouvernement procède à la distribution des décos et des titres honorifiques. Les journaux sont pleins de listes de décos, mais, là aussi, l'hypocrisie ne manque pas. Ainsi, le vaste agronome Jeko

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

La motion d'orientation présentée par "L'ECOLE EMANCIPEE"

au Congrès du Syndicat National des Instituteurs

Le gouvernement Pinay marque l'avènement d'une phase nouvelle dans les rapports de force du pays, et du travail. Depuis 1944, d'abord par le tripartisme, ensuite sans le parti communiste, enfin sans le parti socialiste, la bourgeoisie française n'a pas cessé de tenter à reconquérir ses positions politiques, économiques et sociales largement ébranlées par la guerre, l'occupation et les compromis qu'elle a dû consentir dans la résistance. Cette phase semble aujourd'hui terminée et le capitalisme français qui a refait son front de classe, lié par ses obligations internationales, en proie à ses contradictions internes et peu soucieux d'y faire face à ses dépenses, entreprend de passer de la politique de défense à la politique d'agression contre les classes travailleuses dans le double but :

1. De leur faire supporter le poids d'une préparation intensive à la guerre selon les visées et les ordres de l'impérialisme américain ;
2. De maintenir le taux global et sans cesse accru des marges bénéficiaires des producteurs français.

C'est cette double visée qui s'inscrit dans l'ensemble des mesures draconiennes présentées au public sous le nom de "défense du franc". Ces considérations permettent d'affirmer :

1. Que l'ère des conquêtes relativement faciles et de satisfaction des revendications est close pour un temps indéterminé ;

2. Que la lutte des classes doit entrer dans une phase d'appréhension encore jamais vue depuis la fin de l'inventer ;

3. Que cette lutte sera rendue difficile par les tendances à un repliement corporatiste et par les divisions syndicales.

C'est dans cette perspective que doit s'engager dans les mois qui viennent l'action du S.N.I. : la lutte pour la revalorisation de la fonction publique, la laïcité et la paix. Aucun programme d'action ne peut être valablement établi si l'on n'est pas en mesure de cette situation objective.

LE SENS DE LA LUTTE

L'ORIENTATION et le sens que nous devons donner à notre lutte nous semblent clairement découlé de l'examen des faits. Plus que jamais, nous devons rigoureusement nous opposer :

— à toute orientation inspirée par un corporatisme étroit ;
— à toute mesure tendant à maintenir ou développer l'esprit de catégorie ; poser toute revendication tendant à opposer les catégories ;

— à toute mesure générale, à toute revendication susceptible d'opposer le S.N.I. à l'ensemble de la fonction publique.

Parallèlement, il importe d'obtenir de notre syndicat, d'une part, de la F.E.N.,

de l'autre, le renoncement au verbiage sur l'unité pour passer à une action positive ; ce qui implique :

a) La pratique effective de l'unité d'action sur des objectifs précis avec d'autres organisations syndicales ;

b) La mise en œuvre immédiate de pourparlers d'unité avec les autres syndicats ou fédérations de la fonction publique et de l'industrie privée ;

c) La mise au courant constante des syndicats de l'état de ces pourparlers ;

d) La dénonciation des obstacles rencontrés, des mauvaises volontés plus ou moins camouflées, des réfus particulaires opposés par les dirigeants syndicaux ;

e) L'organisation d'une large campagne d'agitation et d'unité à la base. Condition indispensable de la préparation à l'unité syndicale.

LE CONTENU DE LA LUTTE SYNDICALE

L'UNITÉ d'action n'a de sens que sur la base d'un programme clair et indéterminé. Ce programme existe et nous n'avons pas le mérite de l'inventer.

Avec l'ensemble des travailleurs, nous devons réclamer :

1. L'établissement d'un nouveau salaire minimum garanti par convocation de la Commission supérieure des conventions collectives ;

2. L'établissement d'une véritable échelle mobile ;

3. La suppression des zones de salaires ;

4. La baisse réelle des prix par l'allégement du budget de la guerre et la diminution des profits capitalistes ;

5. La défense du droit au travail, du droit de grève et des libertés syndicales ;

6. La défense de la Sécurité sociale.

Avec les travailleurs de la Fonction publique, nous réclamons, en outre :

1. La parité des fonctionnaires avec les travailleurs des secteurs privé et nationalisé

2. L'application de l'article 32 du statut de la fonction publique ;

3. La revalorisation des traitements ;

4. Le retour aux limites d'âge normales de la retraite ; ce qui implique une action énergique au sein même du S.N.I. et dans toutes les sections, contre tous les instituteurs et institutrices qui ne cessent pas leurs fonctions à 55 ans.

Enfin, nous pensons que ce programme ne peut être valablement défendu si, pour notre part, nous démontrons que les illusions réformistes ne sont pas dans le danger, mais la cause première de tout échec ;

5. Que la lutte pour ces revendications est inseparable de la lutte contre les puissances militaires et la poursuite des guerres coloniales ;

6. Que la lutte revendicative doit être énergique, coordonnée et unitaire.

En un mot, toute propagande doit viser, contre les conditions objectives défavorables, à rendre plus claire, plus lucide, plus consciente d'elle-même la conscience de classe des travailleurs. Il faut saisir toutes les occasions pour rappeler aux travailleurs la nécessité de leur opposition radicale à la bourgeoisie capitaliste et à l'Etat qui l'incarne.

LA LAÏCITE

La défense de l'école laïque est plus que jamais à l'ordre du jour. Les résultats du congrès du M.R.P. à Bordeaux ne peuvent que nous inciter à une vigilance accrue. Là encore, un large front unique de toutes les organisations se réclamant de l'école laïque s'impose. L'abrogation des lois Marie-Barangé, la laïcisation totale de l'enseignement, y compris l'Alsace, la Moselle et les colonies, ne seront obtenues que par une action tenace et collective, non limitée aux seules forces spécifiquement laïques. C'est dire que l'école laïque ne sera soutenue que par les diverses fractions du prolétariat organisé et par des organisations de masse, genre Fédération des parents d'élèves.

LA GUERRE ET LA PAIX

La lutte contre la guerre ne saurait être dissociée de la lutte proprement revendicative, dans la mesure où les obligations internationales résultant de l'intégration de la France au bloc américain, constituent un facteur déterminant dans l'échec des revendications.

Plus que jamais, nous sommes convaincus de la justesse du mot d'ordre que nous avons été les premiers à lancer :

« Les blocs, c'est la guerre. » Plus que jamais, nous croyons que l'assemblée de classe doit se faire par la lutte contre les deux blocs. Il n'y a au fond qu'une chance de paix, si minimale soit-elle, c'est l'action autonome du prolétariat international, car celle-là, le prolétariat constitue une force positive, susceptible de faire reculer les impérialismes rivaux.

En intensifiant la lutte contre la guerre, on rend possible la victoire sur un plan revendicatif ; en important la victoire sur ce dernier plan, on diminue les risques de guerre. Là aussi s'impose donc une action de classe débarrassée de toute illusion.

SUR ce plan, nous devons lutter :

— Contre toute propagande tendant à obscurcir le sens révolutionnaire de la lutte contre la guerre ;

— Contre la propagande atlantique qui voit la paix dans le pacte atlantique, l'armée européenne, la coalition des bourgeois nationales fondée sur le slogan : « Etre fort, c'est faire reculer l'agression soviétique ».

— Contre la propagande stalinienne et celle des « combattants de la paix » qui préconisent « l'union des classes » dans la lutte pour la paix et amènent à fraterniser le bourgeois et le prolétariat pour les intégrer aux défenseurs du bloc oriental.

— Contre toutes forces d'opposition politique et religieuse.

En ce sens, nous devons dénoncer impitoyablement tous les mots d'ordre impliquant la moindre confiance dans les organisations comme l'O.N.U., ou dans les tractations entre gouvernements impérialistes, comme pactes d'alliance ou de paix entre grands.

D'ORES et déjà, nous devons appeler

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— La lutte contre :

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— Contre toutes forces d'opposition politique et religieuse.

En ce sens, nous devons dénoncer impitoyablement tous les mots d'ordre impliquant la moindre confiance dans les organisations comme l'O.N.U., ou dans les tractations entre gouvernements impérialistes, comme pactes d'alliance ou de paix entre grands.

D'ORES et déjà, nous devons appeler

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— La lutte contre :

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— Contre toutes forces d'opposition politique et religieuse.

En ce sens, nous devons dénoncer impitoyablement tous les mots d'ordre impliquant la moindre confiance dans les organisations comme l'O.N.U., ou dans les tractations entre gouvernements impérialistes, comme pactes d'alliance ou de paix entre grands.

D'ORES et déjà, nous devons appeler

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— La lutte contre :

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— Contre toutes forces d'opposition politique et religieuse.

En ce sens, nous devons dénoncer impitoyablement tous les mots d'ordre impliquant la moindre confiance dans les organisations comme l'O.N.U., ou dans les tractations entre gouvernements impérialistes, comme pactes d'alliance ou de paix entre grands.

D'ORES et déjà, nous devons appeler

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— La lutte contre :

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— Contre toutes forces d'opposition politique et religieuse.

En ce sens, nous devons dénoncer impitoyablement tous les mots d'ordre impliquant la moindre confiance dans les organisations comme l'O.N.U., ou dans les tractations entre gouvernements impérialistes, comme pactes d'alliance ou de paix entre grands.

D'ORES et déjà, nous devons appeler

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

— Les bases militaires étrangères sur le territoire français ;

— Les diminutions des crédits civils en particulier les crédits affectés à la reconstruction et à l'éducation nationale ;

— La suppression des surcis, pour les étudiants ;

— La propagande en faveur de l'armée dans les écoles ;

— La lutte contre :

— Les budgets de guerre massifs ;

— L'augmentation des effectifs militaires ;

CULTURE & REVOLUTION

LA REVOLUTION ET LES SYNDICATS

V. - Le syndicat, organe de l'Etat capitaliste

par Benjamin PÉRET

ES syndicats ont atteint le terme de leur évolution indépendante, ils sont entrés, depuis 1914, dans une nouvelle période celle de leur intégration à l'Etat capitaliste. Ils y tendaient depuis longtemps, mais il a fallu la guerre de 1914 et les services qu'ils ont alors rendu au capitaliste dans l'Union Sacrée pour que l'Etat leur accorde des places dans ses conseils. Il est vrai qu'ils démontrent ainsi leur pouvoir sur la classe ouvrière et devaient de ce fait, de précieux auxiliaires du capitalisme. Je remarquerai en passant que le premier pas décisif a été donné dans ce sens, en France, par Jouhaux, représentant des ouvriers allumettières, travailleurs du plus vieux trust de l'Etat capitaliste français. Il est impossible de voir la un simple hasard.

Les nationalisations (de monopole des tabacs et allumettes n'est pas autre chose) donnent à la bureaucratie syndicale une perspective de durée, en tant qu'organisme particulier de la société capitaliste, perspective qui lui manque dans le seul exercice du syndicalisme. Elles en font des instruments directs de l'Etat, au même titre que les juges ou les flics. Cette bureaucratie, d'abord cantonnée dans l'économie, d'où elle agissait sur l'Etat, est devenue un rouage de cet Etat qui contrôle toute l'économie. En France, ce contrôle est encore indirect, dans bien des secteurs, mais économie et Etat ont déjà fusionné dans d'importants domaines (électricité, gaz, charbon, transports, etc.), si bien que certains syndicats et Etat capitaliste tendent à se souder en un seul corps pour instaurer comme en Russie un capitalisme d'Etat aussi conduit automatiquement l'évolution du capitalisme en voie de dégénérescence.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction. Par ailleurs, la dépendance relative où la France est tombée par rapport aux Etats-Unis d'une part, la division du monde en deux blocs rivaux d'autre part, ne pouvait pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se dégénérer dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'Etat et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la guerre froide. Tout ouvrier un tant soit peu averti aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'Etat et au totalitarisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste, cependant que F.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme liberal, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur Etat. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques » sont devenus C.G.T. en tête — de simples agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais c'est une politique que celle-ci n'a pas choisie et qui lui est ainsi imposée de l'extérieur.

En échange, le comité d'usine est appelé, de par sa structure même, à constituer une sorte de laboratoire où se constitue la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers démontrent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en faveur dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ?

Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission révolutionnaire. Le cas échéant, ni même qu'elle dégénérerait pas comme les autres centrales syndicales puisque c'est la structure même du syndicat qui les dirigeants échappent au contrôle des travailleurs qui favorise cette dégénérescence. Certes, aucune organisation se prépare et si bien adaptée qu'elle sera assurée contre la dégénérescence. Il y a lieu toutefois d'opposer à celle-ci le maximum d'obstacles. Or le syndicat, au lieu d'opposer des obstacles à la dégénérescence, la facilite de toutes les manières.

Le syndicat s'est donné pour objectif la défense des intérêts ouvriers dans le cadre de la société capitaliste.

Dans le passé, il a largement rempli son rôle puisque, de 1890 à 1913, les grèves se soldent — tant en période d'essor que de dépression économique — par un pourcentage de succès oscillant de 47,7 % en 1911-13 à 62,3 % dans la période la plus favorable, en 1905-1907. Ignore le pourcentage des grèves victorieuses pendant les dernières années, mais il n'est certainement comparable en rien aux résultats obtenus à cette époque. La seraient-il que le niveau de vie des travailleurs n'en serait nullement amélioré puisque les prix, dans leur hausse, dépassent toujours les salaires qui s'ajustent, ce qui vaut à essayer de les rattrapper, si bien que la distance entre eux s'accroît sans cesse au lieu de se réduire. La conclusion qui s'impose est donc que la lutte revendicative est devenue vainque, la situation du capitalisme français étant si précaire qu'il ne peut plus consentir le moindre avantage aux travailleurs. Là, ce n'est plus la forme d'organisation qui est, en cause, car aucune autre, sur ce plan, ne pourra mieux faire, mais le but poursuivi qui est inadéquat à l'époque présente et disproportionnée aux sacrifices et aux efforts qu'il exige. La grève revendicative est entièrement périmée, du même que le syndicat dont elle était l'objectif unique. Il s'ensuit qu'il est l'Etat capitaliste est désormais incapable d'améliorer le sort de la classe ouvrière, cette dernière n'a plus d'autre ressource que de devoir se battre pour l'éviter.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction.

Par ailleurs, la dépendance relative où la France est tombée par rapport aux Etats-Unis d'une part, la division du monde en deux blocs rivaux d'autre part, ne pouvait pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se dégénérer dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'Etat et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la guerre froide. Tout ouvrier un tant soit peu averti aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'Etat et au totalitarisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste, cependant que F.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme liberal, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur Etat. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques » sont devenus C.G.T. en tête — de simples agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais c'est une politique que celle-ci n'a pas choisie et qui lui est ainsi imposée de l'extérieur.

En échange, le comité d'usine est appelé, de par sa structure même,

à constituer une sorte de laboratoire où se constitue la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers démontrent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en faveur dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ?

Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission révolutionnaire.

Le cas échéant, ni même qu'elle dégénérerait pas comme les autres centrales syndicales.

Il n'y a lieu toutefois d'opposer à celle-ci le maximum d'obstacles. Or le syndicat, au lieu d'opposer des obstacles à la dégénérescence, la facilite de toutes les manières.

Le syndicat s'est donné pour objectif la défense des intérêts ouvriers dans le cadre de la société capitaliste.

Dans le passé, il a largement rempli son rôle puisque, de 1890 à 1913, les grèves se soldent — tant en période d'essor que de dépression économique — par un pourcentage de succès oscillant de 47,7 % en 1911-13 à 62,3 % dans la période la plus favorable, en 1905-1907. Ignore le pourcentage des grèves victorieuses pendant les dernières années, mais il n'est certainement comparable en rien aux résultats obtenus à cette époque. La seraient-il que le niveau de vie des travailleurs n'en serait nullement amélioré puisque les prix, dans leur hausse, dépassent toujours les salaires qui s'ajustent, ce qui vaut à essayer de les rattrapper, si bien que la distance entre eux s'accroît sans cesse au lieu de se réduire. La conclusion qui s'impose est donc que la lutte revendicative est devenue vainque, la situation du capitalisme français étant si précaire qu'il ne peut plus consentir le moindre avantage aux travailleurs. Là, ce n'est plus la forme d'organisation qui est, en cause, car aucune autre, sur ce plan, ne pourra mieux faire, mais le but poursuivi qui est inadéquat à l'époque présente et disproportionnée aux sacrifices et aux efforts qu'il exige. La grève revendicative est entièrement périmée, du même que le syndicat dont elle était l'objectif unique. Il s'ensuit qu'il est l'Etat capitaliste est désormais incapable d'améliorer le sort de la classe ouvrière, cette dernière n'a plus d'autre ressource que de devoir se battre pour l'éviter.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction.

Par ailleurs, la dépendance relative où la France est tombée par rapport aux Etats-Unis d'une part, la division du monde en deux blocs rivaux d'autre part, ne pouvait pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se dégénérer dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'Etat et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la guerre froide. Tout ouvrier un tant soit peu averti aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'Etat et au totalitarisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste, cependant que F.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme liberal, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur Etat. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques » sont devenus C.G.T. en tête — de simples agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais c'est une politique que celle-ci n'a pas choisie et qui lui est ainsi imposée de l'extérieur.

En échange, le comité d'usine est appelé, de par sa structure même,

à constituer une sorte de laboratoire où se constitue la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers démontrent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en faveur dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ?

Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission révolutionnaire.

Le cas échéant, ni même qu'elle dégénérerait pas comme les autres centrales syndicales.

Il n'y a lieu toutefois d'opposer à celle-ci le maximum d'obstacles. Or le syndicat, au lieu d'opposer des obstacles à la dégénérescence, la facilite de toutes les manières.

Le syndicat s'est donné pour objectif la défense des intérêts ouvriers dans le cadre de la société capitaliste.

Dans le passé, il a largement rempli son rôle puisque, de 1890 à 1913, les grèves se soldent — tant en période d'essor que de dépression économique — par un pourcentage de succès oscillant de 47,7 % en 1911-13 à 62,3 % dans la période la plus favorable, en 1905-1907. Ignore le pourcentage des grèves victorieuses pendant les dernières années, mais il n'est certainement comparable en rien aux résultats obtenus à cette époque. La seraient-il que le niveau de vie des travailleurs n'en serait nullement amélioré puisque les prix, dans leur hausse, dépassent toujours les salaires qui s'ajustent, ce qui vaut à essayer de les rattrapper, si bien que la distance entre eux s'accroît sans cesse au lieu de se réduire. La conclusion qui s'impose est donc que la lutte revendicative est devenue vainque, la situation du capitalisme français étant si précaire qu'il ne peut plus consentir le moindre avantage aux travailleurs. Là, ce n'est plus la forme d'organisation qui est, en cause, car aucune autre, sur ce plan, ne pourra mieux faire, mais le but poursuivi qui est inadéquat à l'époque présente et disproportionnée aux sacrifices et aux efforts qu'il exige. La grève revendicative est entièrement périmée, du même que le syndicat dont elle était l'objectif unique. Il s'ensuit qu'il est l'Etat capitaliste est désormais incapable d'améliorer le sort de la classe ouvrière, cette dernière n'a plus d'autre ressource que de devoir se battre pour l'éviter.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction.

Par ailleurs, la dépendance relative où la France est tombée par rapport aux Etats-Unis d'une part, la division du monde en deux blocs rivaux d'autre part, ne pouvait pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se dégénérer dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'Etat et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la guerre froide. Tout ouvrier un tant soit peu averti aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'Etat et au totalitarisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste, cependant que F.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme liberal, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur Etat. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques » sont devenus C.G.T. en tête — de simples agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais c'est une politique que celle-ci n'a pas choisie et qui lui est ainsi imposée de l'extérieur.

En échange, le comité d'usine est appelé, de par sa structure même,

à constituer une sorte de laboratoire où se constitue la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers démontrent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en faveur dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ?

Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission révolutionnaire.

Le cas échéant, ni même qu'elle dégénérerait pas comme les autres centrales syndicales.

Il n'y a lieu toutefois d'opposer à celle-ci le maximum d'obstacles. Or le syndicat, au lieu d'opposer des obstacles à la dégénérescence, la facilite de toutes les manières.

Le syndicat s'est donné pour objectif la défense des intérêts ouvriers dans le cadre de la société capitaliste.

Dans le passé, il a largement rempli son rôle puisque, de 1890 à 1913, les grèves se soldent — tant en période d'essor que de dépression économique — par un pourcentage de succès oscillant de 47,7 % en 1911-13 à 62,3 % dans la période la plus favorable, en 1905-1907. Ignore le pourcentage des grèves victorieuses pendant les dernières années, mais il n'est certainement comparable en rien aux résultats obtenus à cette époque. La seraient-il que le niveau de vie des travailleurs n'en serait nullement amélioré puisque les prix, dans leur hausse, dépassent toujours les salaires qui s'ajustent, ce qui vaut à essayer de les rattrapper, si bien que la distance entre eux s'accroît sans cesse au lieu de se réduire. La conclusion qui s'impose est donc que la lutte revendicative est devenue vainque, la situation du capitalisme français étant si précaire qu'il ne peut plus consentir le moindre avantage aux travailleurs. Là, ce n'est plus la forme d'organisation qui est, en cause, car aucune autre, sur ce plan, ne pourra mieux faire, mais le but poursuivi qui est inadéquat à l'époque présente et disproportionnée aux sacrifices et aux efforts qu'il exige. La grève revendicative est entièrement périmée, du même que le syndicat dont elle était l'objectif unique. Il s'ensuit qu'il est l'Etat capitaliste est désormais incapable d'améliorer le sort de la classe ouvrière, cette dernière n'a plus d'autre ressource que de devoir se battre pour l'éviter.

Cependant, le capitalisme est loin d'être animé d'une pensée unique l'entraînant dans une seule direction.

Par ailleurs, la dépendance relative où la France est tombée par rapport aux Etats-Unis d'une part, la division du monde en deux blocs rivaux d'autre part, ne pouvait pas manquer, en l'absence d'un puissant mouvement révolutionnaire, de se dégénérer dans le syndicalisme, dans la mesure où celui-ci est lié à l'Etat et, conjointement à lui, pèse de tout son poids sur la classe ouvrière. La division même du monde en deux blocs devait inévitablement amener, dans ces conditions, la division syndicale. Il y a lieu de remarquer que celle-ci s'est produite, après la guerre, au moment même où chaque bloc rassemblait ses forces pour se lancer dans la guerre froide. Tout ouvrier un tant soit peu averti aujourd'hui que la C.G.T. est une simple agence de la police russe dans la classe ouvrière française et représente les intérêts d'une bureaucratie syndicale (et politique) liée au capitalisme d'Etat et au totalitarisme moscovite dont elle est l'ardente propagandiste, cependant que F.O. est l'instrument de Washington et de ses restes de capitalisme liberal, par le truchement des syndicats américains inféodés à leur Etat. Quant à la C.F.T.C., elle représente assez bien les tendances neutralistes d'une partie du capitalisme français qui craint la guerre et compte sur les prières du pape pour l'éviter.

Par ailleurs, on sait que les syndicats, théoriquement « apolitiques » sont devenus C.G.T. en tête — de simples agences des partis politiques au sein de la classe ouvrière. Mais c'est une politique que celle-ci n'a pas choisie et qui lui est ainsi imposée de l'extérieur.

En échange, le comité d'usine est appelé, de par sa structure même,

à constituer une sorte de laboratoire où se constitue la politique de la révolution sociale, à la faveur de l'éveil de la classe ouvrière à la vie sociale et révolutionnaire, que ce comité d'usine favorise au maximum.

Il n'y a pas lieu de s'étonner si, dans ces conditions, les ouvriers démontrent les syndicats liés aux diverses tendances du capitalisme sans pour cela se précipiter en faveur dans ceux de la C.N.T., par exemple. Pourquoi auraient-ils plus confiance dans un syndicat que dans un autre ?

Le fait que la C.N.T. soit dirigée par des travailleurs honnêtes ne garantit à aucun degré qu'elle sera apte à remplir sa mission ré

Pour les 40 heures payées 48 UNION !

On dit que le patronat et l'Etat-patron violent la loi de 40 heures. C'est vrai !

Nous autres travailleurs, savons pourtant très bien que les lois sont surtout faites pour être respectées par ceux qu'on appelle les économiquement faibles. Les autres, les margoulins, ceux qui vivent en exploitant leurs semblables, « nos » patrons et « nos » ministres, se passent très facilement des lois, surtout quand celles-ci les gênent. Or la loi de 40 heures ne pouvait que gêner les exploiteurs. C'est pourquoi elle est devenue lettre morte.

Pourtant, les 40 heures auraient pu être respectées par les employeurs si notre classe ouvrière avait fait suffisamment sentir à ses adversaires toute l'importance qu'elle attachait à cette conquête de juin 1936. Au lieu de cela, pour une raison ou pour une autre, pour acheter le nécessaire, se vêtir, se loger, se chauffer, chacun a accepté de faire des heures supplémentaires. Et chacun a accepté de faire des heures parce que, entre 1936 et 1952, il y a une différence.

En 1936, le salaire horaire minimum (manœuvre ordinaire) était de cinq francs.

En 1952, le salaire horaire minimum est de 103 francs.

Or 5 francs de 1936 font 160 francs de 1952 (indice 32) et ce qui est vrai pour le manœuvre est vrai pour l'ouvrier spécialisé et pour le professionnel.

Les 40 heures de 1952 permettent la misère là où les 40 heures de 1936 permettaient de vivre décentement.

En 1936 le patronat mettait les pouces devant une classe ouvrière une. En 1952 le patronat et l'Etat exploitent sans scrupule une classe ouvrière qui a perdu son unité, sa cohésion et sa puissance combative.

Ce qui fait c'est regagner tout ce qui a été perdu depuis 1936. Ce qu'il faut c'est supprimer les bas salaires en même temps que les heures supplémentaires. Et qu'en vienne pas nous dire qu'il ne nous est pas possible de reconquérir notre pouvoir d'achat de 1936, que l'économie du pays ne le permettrait point. N'est-ce pas le patronat qui, précisément, affirme le contraire dans une lettre du directeur de Fonderies et Emailleries de Broca (Gironde) parue dans *Le Monde* et dans laquelle on peut lire ce qui suit :

... Il est bien exact que la durée hebdomadaire moyenne du travail dépasse 45 heures dans l'ensemble de l'industrie, mais il ne faut pas oublier que c'est un ultime effort que font les industriels pour maintenir leur personnel.

Le jour où celui-ci sera réduit à la moyenne nationale légale, c'est-à-dire 40 heures, le gouvernement sera malheureusement à la veille de revendications de salaires devant lesquelles il sera obligé de capituler.

Un exemple à retenir et à suivre : à la C.I.M.A. les ouvriers ont engagé la lutte dans l'unité pour le maintien des licenciements, la diminution des heures de travail, SANS DIMINUTION DE SALAIRE.

La coupe des congés a permis également la mise à la retraite des vieux travailleurs. (Comme nous l'avions prévu, les quelques semaines de répit viennent à échéance).

Pour ces vieux ouvriers les congés sont le prélude d'une période de misère incommune. Autre menace qui pèse sur les travailleurs, les diminutions de salaires, l'offre d'emplois payés sous le tapis, etc.

Comme on le voit les patrons mettent tout en œuvre pour augmenter leurs bénéfices, la misère accorde leur permettant de jouer sur maints tableaux.

Mais la classe ouvrière par des débrayages et des mouvements de grève s'oppose, à de tels procédés. Dans les textiles de la région d'Armentières, de la vallée de la Lys, de Roubaix-Tourcoing, des actions engagées furent menées avec succès.

Plus que jamais il faut reconnaître que seul l'action paye. Les bla-bla, les réunions des comités d'entreprises autour d'un tapis vert, se sont avérées inefficaces, voir même, contraire aux intérêts des travailleurs.

Aux réunions, aux conférences, les travailleurs doivent appeler leur droit à la vie, par leur action directe. L'industrie textile se meut, dit-on, l'un dit : pour des raisons financières, l'autre clame : pour questions d'échanges, de marchés, rupture de relations commerciales, etc...

Mais les hommes ne veulent pas mourir ! Le seul mal est la productivité, les stocks en régime capitaliste engendrent toujours la misère, parce que maintenus entre les mains de quelques gros patrons. Mais là où il y a pléthora de marchandises, il y a accès de bien pour tous, et en premier lieu pour les producteurs.

Le progrès, le machinisme donnent à la possibilité de produire en quantité et à la vie, les prix doivent diminuer de tant, et la somme de travail dans la même proportion. Exigez les 32 heures payées sur le tarif représentatif et proportionnel des 48 heures de 1936. Le système capitaliste s'oppose à cette revendication ouvrière.

L'évolution du prolétariat y mettra bon ordre, par l'action syndicaliste révolutionnaire et dans les principes du communisme libertaire.

NEIHGER (Correspondant)

DANS LES TEXTILES

Les joies des vacances

sont ignorées

E

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !

Le combat pour les 40 heures payées 48 UNION !